

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

2 Place de Verdun
BP 1135

38022 Grenoble Cedex
Téléphone : 04 76 42 90 00
Télécopie : 04 76 51 89 44

Greffé ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h00

1902245-5

Monsieur le Maire
COMMUNE DE COPPONEX
70 place de l'église
74350 COPPONEX

Dossier n° : 1902245-5

(à rappeler dans toutes correspondances)

Monsieur Charles BER c/ COMMUNE DE
COPPONEX

Vos réf. : Recours contre délibération du 24 octobre
2018 approuvant le plan local d'urbanisme

NOTIFICATION DE JUGEMENT

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, l'expédition du jugement en date du 19/10/2021 rendu dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

La présente notification fait courir le délai d'appel qui est de 2 mois.

Si vous estimez devoir faire appel du jugement qui vous est notifié, il vous appartient de saisir la COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON, 184, Rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03 d'une requête motivée **en joignant une copie de la présente lettre.**

A peine d'irrecevabilité, la requête en appel doit :

- être assortie d'une **copie de la décision** juridictionnelle contestée.
- être présentée par un avocat.

Je vous rappelle qu'aux termes de l'article R.751-4-1 du code de justice administrative, la notification de la décision par le moyen de l'application Télerecours aux administrations de l'Etat, aux personnes morales de droit public et aux organismes de droit privé chargés de la gestion d'un service public qui y sont inscrits est réputée reçue à la date de première consultation de la décision, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de deux jours à compter de la date de mise à disposition de la décision dans l'application, à l'issue de ce délai.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,
ou par délégation le greffier,

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

N°1902245

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mme Anne-Marie FAVRE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Emilie Barriol
Rapporteure

Le tribunal administratif de Grenoble

Mme Julie Holzem
Rapporteure publique

(5^{ème} chambre)

Audience du 5 octobre 2021
Décision du 19 octobre 2021

68-01
C

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires enregistrés le 2 avril 2019, 31 juillet 2020 et le 16 juin 2021, M. Charles Ber agissant en qualité de tuteur de Mme Anne-Marie Favre, représentée par Me Payet-Maurice, demande au tribunal :

1°) d'annuler la délibération du 24 octobre 2018 par laquelle le conseil municipal de Copponex a approuvé le plan local d'urbanisme ;

2°) de mettre à la charge de la commune de Copponex la somme de 3 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- la délégation au maire prise en application du 16° de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales pour permettre de représenter la commune est trop générale ;
- le rapport de présentation est incomplet au regard des exigences de l'article L. 151-4 du code de l'urbanisme ;
- le PADD ne définit aucune orientation concernant la préservation ou la remise en état des continuités écologiques, les réseaux d'énergies, le développement des communications numériques et l'équipement commercial en méconnaissance de l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme ;
- le classement en zone A des parcelles cadastrées section ZB n° 431 et 432 est entaché d'erreur manifeste d'appréciation.

Par un mémoire en défense, enregistré le 18 août 2020, la commune de Copponex, représentée par Me Philippe, conclut au rejet de la requête et à ce que soit mise à la charge de Mme Favre la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir que les moyens de la requête ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales ;
- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Barriol ;
- les conclusions de Mme Holzem ;
- et les observations de Me Payet-Morice représentant Mme Favre et de Me Philippe, représentant la commune de Copponex.

Considérant ce qui suit :

1. Par délibération du 16 septembre 2015, le conseil municipal de la commune de Copponex a prescrit l'élaboration de son plan local d'urbanisme. Le 13 décembre 2017, le bilan de la concertation a été tiré et le projet de plan local d'urbanisme a été arrêté. Une enquête publique a été organisée du 28 mai 2018 au 28 juin 2018 à l'issue de laquelle le commissaire-enquêteur a rendu son avis le 24 juillet 2018. Par délibération du 24 octobre 2018, le conseil municipal a approuvé le plan local d'urbanisme. M. Ber agissant au nom de Mme Favre en qualité de tuteur demande l'annulation de cette délibération.

Sur la recevabilité des écritures en défense :

2. Aux termes de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales : *« Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat : (...) 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal ; (...) ».*

3. Par délibération du 1^{er} décembre 2016, le conseil municipal de Copponex a habilité le maire à intenter au nom de la commune les actions en justice tant en demande qu'en défense. Cette délégation, qui ne fait qu'appliquer les dispositions mentionnées au point précédent, n'est pas trop générale. Par suite, la requérante n'est pas fondée à soutenir que le maire n'est pas habilité à représenter la commune en justice et qu'en conséquence les écritures de la commune seraient irrecevables.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

En ce qui concerne le rapport de présentation :

4. Aux termes de l'article L. 151-4 du code de l'urbanisme : *« Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement. / Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services. / En zone de montagne, ce diagnostic est établi également au regard des besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles. / Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques (...).*

5. Le rapport de présentation rend compte, en pages 9 à 12 d'un diagnostic sur la démographie/logement, l'économie, le fonctionnement du territoire et l'étude des enveloppes urbaines. Ce diagnostic est complété par un document annexé intitulé « Eléments de diagnostic ». Contrairement à ce que soutient la requérante, il contient également une prévision démographique précise et chiffrée dès lors qu'il est envisagé une croissance annuelle de 1,80% par an, sur la période 2018-2028 ce qui portera le nombre d'habitants à 1 300 en 2028, soit environ 290 habitants supplémentaires. Les activités économiques et l'emploi sont décrits en pages 16 à 26 de l'annexe du rapport de présentation intitulé diagnostic. La seule circonstance que le territoire soit situé en zone de montagne n'impliquait pas que la commune de Copponex analyse ses besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier et de loisir et d'unités touristiques nouvelles alors qu'il n'est pas contesté que ses besoins sont inexistants. Par ailleurs, le rapport de présentation indique que la consommation d'espace entre 2005 et 2017 s'est élevée à 24 ha, à savoir une moyenne de 2 ha par an. Il analyse p.156 à p.158 la consommation d'espace à l'échéance du plan local d'urbanisme et fait état d'un bilan général des surfaces des zones. Il est également indiqué que le plan local d'urbanisme prévoit une consommation d'espace naturel ou agricole de 5,6 ha. Dans ces conditions, le moyen tiré de l'incomplétude du rapport de présentation doit être écarté dans toutes ses branches.

En ce qui concerne le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) :

6. Aux termes de l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme : *« Le projet d'aménagement et de développement durables définit : 1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage (...)/ 2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement*

économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune (...) ».

7. Ces dispositions, qui imposent seulement aux communes de définir des orientations générales, ne peuvent être regardées comme leur faisant obligation de définir des orientations précises dans tous les domaines ainsi énumérés. En l'espèce, il y a lieu de tenir compte de ce que la commune de Copponex est une commune d'environ 1 000 habitants. Le PADD contient un axe 2 intitulé préserver le cadre de vie dans toutes ses composantes, facteur de qualité de vie et d'attractivité pour la commune comportant un point II. 1.a visant à préserver les fonctionnalités écologiques du territoire communal où est notamment mentionné la nécessité de préserver les continuités écologiques. En outre, le paragraphe II.1c prévoit de soutenir une gestion « raisonnée » de la ressource et promeut les économies d'énergies. Il est également mentionné au point 1.2b relatif à l'implantation du commerce et des services de soutenir et faciliter le déploiement et l'accès aux réseaux numériques et technologies de l'information et de la communication. Dans ces conditions, s'il est constant que le PADD ne définit pas d'orientations en matière d'équipement commercial, cette seule circonstance, eu égard à la taille de la commune, ne permet pas de considérer que ce document est insuffisant au regard des dispositions de l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme précitées.

En ce qui concerne le classement des parcelles appartenant à Mme Favre :

8. Il appartient aux auteurs d'un plan local d'urbanisme de déterminer le parti d'aménagement à retenir pour le territoire concerné par le plan, en tenant compte de la situation existante et des perspectives d'avenir, et de fixer en conséquence le zonage et les possibilités de construction. Leur appréciation sur ces différents points ne peut être censurée par le juge administratif qu'au cas où elle serait entachée d'une erreur manifeste ou serait fondée sur des faits matériellement inexacts. Par ailleurs, ils ne sont pas liés, pour déterminer l'affectation future des différents secteurs, par les modalités existantes d'utilisation des sols, dont ils peuvent prévoir la modification dans l'intérêt de l'urbanisme.

9. Aux termes de l'article R. 151-22 du code de l'urbanisme : « *Les zones agricoles sont dites " zones A ". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles* ».

10. Les parcelles cadastrées section ZB n^{os} 431 et 432 situées le long du chemin des Tannes dans le hameau de Follon ont été classées en zone A. Si elles ne supportent aucune construction, ces deux parcelles se situent au sein du hameau, jouxtant sur un des côtés des parcelles construites, et longeant la route nationale dite route d'Annecy qui ceint l'espace urbain du hameau. Les photos versées permettent de constater que ces parcelles ne sont pas exploitées et il ne ressort pas des pièces du dossier qu'elles auraient une valeur agricole particulière. Il s'agit du seul tènement situé à l'est du chemin des Tannes exclu de la zone UHhl alors que ces parcelles étaient comprises dans la proposition d'espace urbanisé du SCoT tel que cela ressort de la carte présente en page 157 du rapport de présentation. Ainsi, ces deux parcelles font partie intégrante du compartiment d'urbanisation et ne peuvent être regardées comme se rattachant à la zone agricole située au-delà du chemin des Tannes à l'Ouest. Dans ces conditions, et ce même si cette zone est en assainissement non collectif, le classement des parcelles cadastrées section ZB n^{os} 431 et 432 en zone A est entaché d'erreur manifeste d'appréciation.

11. Il résulte de tout ce qui précède que Mme Favre est fondée à solliciter l'annulation de la délibération approuvant le plan local d'urbanisme en tant que ledit plan classe les parcelles cadastrées section ZB n°s 431 et 432 en zone A.

Sur les frais d'instance :

12. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de Mme Favre, qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante, une somme quelconque au titre des frais exposés par la commune de Copponex non compris dans les dépens. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de la commune de Copponex une somme de 1 500 euros au titre des frais exposés par Mme Favre.

D E C I D E :

Article 1^{er} : La délibération du 24 octobre 2018 par laquelle le conseil de Copponex a approuvé le plan local d'urbanisme est annulée en tant que ce plan classe les parcelles cadastrées section ZB n°s 431 et 432 en zone A.

Article 2 : La commune de Copponex versera à Mme Anne-Marie Favre une somme de 1 500 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à M. Charles Ber en sa qualité de tuteur de Mme Anne-Marie Favre et à la commune de Copponex.

Délibéré après l'audience du 5 octobre 2021, à laquelle siégeaient :

M. Sogno, président,
Mme Barriol, première conseillère,
Mme André, conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 19 octobre 2021.

La rapporteure,

Le président,

E. Barriol

C. Sogno

Le greffier,

P. Muller

La République mande et ordonne au préfet de la Haute-Savoie en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

REPUBLIQUE FRANCAISE

Grenoble, le 19/10/2021

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

2 Place de Verdun

BP 1135

38022 Grenoble Cedex

Téléphone : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Greffe ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h00

1808186-5

COMMUNE DE COPPONEX

70 place de l'église

74350 COPPONEX

Dossier n° : 1808186-5

(à rappeler dans toutes correspondances)

Madame Julia NEGRU-COUTIN c/ COMMUNE DE
COPPONEX

Vos réf. : conseil municipal n°2018/07/02

NOTIFICATION DE JUGEMENT

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, l'expédition du jugement en date du 19/10/2021 rendu dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

La présente notification fait courir le délai d'appel qui est de 2 mois.

Si vous estimez devoir faire appel du jugement qui vous est notifié, il vous appartient de saisir la COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON, 184, Rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03 d'une requête motivée **en joignant une copie de la présente lettre.**

A peine d'irrecevabilité, la requête en appel doit :

- être assortie d'une **copie de la décision** juridictionnelle contestée.
- être présentée par un avocat.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,
ou par délégation le greffier,

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

N°1808186

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mme Julia NEGRU-COUTIN

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Emilie Barriol
Rapporteure

Le tribunal administratif de Grenoble

Mme Julie Holzem
Rapporteure publique

(5^{ème} chambre)

Audience du 5 octobre 2021
Décision du 19 octobre 2021

68-01

C

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires enregistrés le 19 décembre 2018, le 24 janvier 2020 et le 17 mars 2020, Mme Julia Negru-Coutin, représentée par Me Falconnet, demande au tribunal :

1°) d'annuler la délibération du 24 octobre 2018 par laquelle le conseil municipal de Copponex a approuvé le plan local d'urbanisme en tant qu'il classe en zone A la partie de sa parcelle cadastrée section ZA n° 728, située dans le prolongement de la parcelle n° 727 ;

2°) d'enjoindre à la commune de Copponex de prendre toutes dispositions mettant en application le jugement à intervenir dans le délai de trois mois à compter de la notification du jugement à intervenir ;

3°) de mettre à la charge de la commune de Copponex la somme de 3 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que le classement de la parcelle n° 728 est entaché d'erreur manifeste d'appréciation car cette parcelle bénéficie de toutes les viabilités, elle ne répond à aucune des caractéristiques de la zone A, elle remplit les caractéristiques de la zone UHhl et est en continuité de cette zone.

Par des mémoires en défense enregistrés le 13 février 2020 et le 15 février 2021, la commune de Copponex, représentée par Me Philippe, conclut au rejet de la requête et à ce que soit mise à la charge de Mme Negru-Coutin la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir que les moyens de la requête ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Barriol ;
- les conclusions de Mme Holzem ;
- et les observations de Me Falconnet, représentant Mme Negru-Coutin et de Me Philippe, représentant la commune de Copponex.

Considérant ce qui suit :

1. Par délibération du 16 septembre 2015, le conseil municipal de la commune de Copponex a prescrit l'élaboration de son plan local d'urbanisme. Le 13 décembre 2017, le bilan de la concertation a été tiré et le projet de plan local d'urbanisme a été arrêté. Une enquête publique a été organisée du 28 mai 2018 au 28 juin 2018 à l'issue de laquelle le commissaire-enquêteur a rendu son avis le 24 juillet 2018. Par délibération du 24 octobre 2018, le conseil municipal a approuvé le plan local d'urbanisme. Mme Negru-Coutin demande l'annulation de cette délibération en tant qu'elle classe en zone A la partie de la parcelle cadastrée section ZA n° 728, située dans le prolongement de la parcelle n° 727.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

2. Il appartient aux auteurs d'un plan local d'urbanisme de déterminer le parti d'aménagement à retenir pour le territoire concerné par le plan, en tenant compte de la situation existante et des perspectives d'avenir, et de fixer en conséquence le zonage et les possibilités de construction. Leur appréciation sur ces différents points ne peut être censurée par le juge administratif qu'au cas où elle serait entachée d'une erreur manifeste ou serait fondée sur des faits matériellement inexacts. Par ailleurs, ils ne sont pas liés, pour déterminer l'affectation future des différents secteurs, par les modalités existantes d'utilisation des sols, dont ils peuvent prévoir la modification dans l'intérêt de l'urbanisme.

3. La parcelle cadastrée section ZB n° 728 se situe à l'extrémité du chemin des Tannes dans le hameau de Follon et a été classée en zone A. Il ressort de l'attestation de la MSA du 2 mars 2020 et de l'extrait du registre parcellaire que cette parcelle n'est pas exploitée et il ne ressort pas des pièces du dossier qu'elle aurait une quelconque valeur agricole. Le commissaire-enquêteur a d'ailleurs relevé que l'intérêt agricole de cette parcelle n'était pas évident. Cette parcelle se situe entre une parcelle construite et la parcelle cadastrée n° 923 dont Mme Negru-Coutin est également propriétaire qui est grevée d'une servitude de passage pour l'entretien du talus de la route nationale qui ceint l'espace urbain. Ainsi, cette parcelle ne peut être regardée

comme se rattachant à la zone agricole située à l'ouest dont elle est séparée par des arbres. Dans ces conditions, et ce même si cette zone est en assainissement non collectif, le classement de la partie de la parcelle cadastrée section ZB n° 728 située dans le prolongement de la parcelle n° 727 en zone A est entaché d'erreur manifeste d'appréciation.

4. Il résulte de tout ce qui précède que Mme Negru-Coutin est fondée à solliciter l'annulation de la délibération approuvant le plan local d'urbanisme en tant que ledit plan classe la partie de la parcelle cadastrée section ZA n° 728 dans le prolongement de la parcelle n° 727 en zone A.

Sur la demande d'injonction :

5. Aux termes de l'article L. 153-7 du code de l'urbanisme : « *En cas d'annulation partielle par voie juridictionnelle d'un plan local d'urbanisme, l'autorité compétente élabore sans délai les nouvelles dispositions du plan applicables à la partie du territoire communal concernée par l'annulation. (...)* ».

6. En application de cet article, il doit être enjoint à la commune de Copponex d'élaborer de nouvelles dispositions de son plan local d'urbanisme pour tenir compte de l'annulation partielle prononcée par le présent jugement, comportant, pour la parcelle cadastrée section ZA n° 728 dans le prolongement de la parcelle n° 727, un nouveau classement, autre qu'en zone A. Il y a lieu de lui impartir à cet effet pour initier la procédure un délai de trois mois à compter de la notification du présent jugement.

Sur les frais d'instance :

7. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de Mme Negru-Coutin, qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante, une somme quelconque au titre des frais exposés par la commune de Copponex non compris dans les dépens. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de la commune de Copponex une somme de 1 500 euros au titre des frais exposés par Mme Negru-Coutin.

D E C I D E :

Article 1^{er} : La délibération du 24 octobre 2018 par laquelle le conseil de Copponex a approuvé le plan local d'urbanisme est annulée en tant que ledit plan classe la partie de la parcelle cadastrée section ZA n° 728 dans le prolongement de la parcelle n° 727 en zone A.

Article 2 : Il est enjoint à la commune d'élaborer de nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme concernant la parcelle cadastrée section ZA n° 728 dans le prolongement de la parcelle n° 727 dans le délai de trois mois à compter du présent jugement.

Article 3 : La commune de Copponex versera à Mme Negru-Coutin une somme de 1 500 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le surplus des conclusions des parties est rejeté.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à Mme Julia Negru-Coutin et à la commune de Copponex.

Délibéré après l'audience du 5 octobre 2021, à laquelle siégeaient :

M. Sogno, président,
Mme Barriol, première conseillère,
Mme André, conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 19 octobre 2021.

La rapporteure,

Le président,

E. Barriol

C. Sogno

Le greffier,

P. Muller

La République mande et ordonne au préfet de la Haute-Savoie en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.